



Charte chantier à faibles nuisances

A destination des acquéreurs
sur les ZAC SAREMM





CHARTRE BTP A FAIBLES NUISANCES

Chaque signataire de la présente-charte a pris connaissance de celle-ci et s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour observer les prescriptions décrites dans cette charte.

Fait à : Le

Mention(s) manuscrite(s) « Lu et approuvé »

Signature(s) et cachet(s) des différentes parties :

L'Aménageur ou son représentant

L'Acquéreur ou son représentant



PREAMBULE	4
I. PRESCRIPTIONS COMMUNES A L'ECHELLE DE LA ZAC	5
1 APPLICATION ET MISE A DISPOSITION DU PRESENT REGLEMENT	5
2 OPTIMISATION DE L'ORGANISATION DES CHANTIERS	5
3 COMMUNICATION – INFORMATION.....	6
3.1 INFORMATION GENERALE DES RIVERAINS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	6
a Charte des chantiers de la Zac - Installation de dispositifs de communication	6
b Réunions et lettres d'information au voisinage	6
3.2 COMMUNICATION EXTERNE DU MAITRE D'OUVRAGE	6
3.3 COMMUNICATION EXTERNE DE LA SAREMM	6
3.4 INFORMATION ET FORMATION DU PERSONNEL DE CHANTIER	7
4 MAITRISE DES EMPRISES DE CHANTIER	7
4.1 PLAN GENERAL DE COORDINATION	7
4.2 ORGANISATION DU CHANTIER	7
a Principes prévisionnels d'organisation de chantier.....	7
b PIC entreprise	8
c Forme des fichiers des PIC.....	9
d Gestion des emprises voisines au chantier.....	9
e Clôture de chantier	9
4.3 PLANNING PREVISIONNEL DE REALISATION DES TRAVAUX	9
4.4 ETAT DES LIEUX PAR UN CONSTAT D'HUISSIER.....	9
a Avant la prise de possession du terrain.....	10
b A l'achèvement des travaux	10
4.5 PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES	10
4.6 TRAVAUX DU MAITRE D'OUVRAGE SOUMIS A AUTORISATION PREALABLE	11
5 MAITRISE DES NUISANCES DE CHANTIER	12
5.1 TYPE DE MATERIEL.....	12
5.2 REDUCTION DES NUISANCES SONORES	12
a Information des usagers	12
b Limitation des niveaux acoustiques.....	13
c Respect des plages horaires de travaux	13
5.3 SENSIBILISATION DU PERSONNEL.....	13
5.4 PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'AIR.....	13



a	Brûlage des déchets.....	13
b	Poussières.....	13
5.5	REDUCTION DES NUISANCES VISUELLES, PROPRETE	14
5.6	GESTION DES EAUX.....	14
5.7	PROTECTION DES ARBRES CONSERVES	15
5.8	GESTION DES DECHETS.....	15
a	Généralités	15
b	Objectif de valorisation.....	15
c	Etablissement d'un SOGED chantier.....	15
d	Gestion de la pollution et des terres excavées.....	16
5.9	ACCESSIBILITE AU SITE.....	16
a	Voie publique.....	16
b	Sécurité du site	16
c	Stationnement des véhicules du personnel	16
5.10	SOUS-TRAITANCE.....	16

II.	APPLICATION DES DISPOSITIONS DU REGLEMENT	17
1	Suivi de chantier	17
a	Dossier « chantier à faible nuisances »	17
b	Première visite de chantier par SAREMM	17
c	Visite semestrielle	17
d	Réunion inter-chantiers.....	17
e	Bilan de fin de chantier.....	18
2	Contrôle des prescriptions et manquements	18
a	Contrôle de l'application des prescriptions	18
b	Constatation des manquements aux prescriptions.....	18
c	Clôture du manquement	18
3	Pénalités	18
4	Suspension du chantier.....	21



PREAMBULE

En tant que Société Publique Local et aménageur, la société SAREMM souhaite, sur les ZAC dont elle est concessionnaire, s'inscrire dans une démarche visant à respecter la qualité de vie.

Tout chantier du bâtiment génère des nuisances sur l'environnement. L'enjeu d'un « chantier propre » est de limiter les nuisances pour les riverains, les intervenants de chantiers et l'environnement en général et d'ainsi, préserver la qualité de vie de chacun sur les ZAC Saremm.

Aussi, dans le cadre du développement des ZAC SAREMM, plusieurs chantiers vont s'y dérouler concomitamment et successivement. L'objectif de la présente charte chantier à faibles nuisances est d'assurer et garantir sur l'ensemble des chantiers et pendant toute la phase de développement de la ZAC :

- Le respect des règles de l'art et des bonnes pratiques professionnelles du BTP,
- La prise en compte de l'environnement en général,
- La sécurité des personnes et des biens,
- La limitation des nuisances de chantier.

Pour s'assurer du respect de la Charte, une mission d'OPCU (Ordonnancement, pilotage et coordination urbaine) sera conduite par SAREMM ou un titulaire de la mission.

La présente charte, rassemble les prescriptions qui s'imposent aux Maîtres d'Ouvrage concernés par des travaux dans l'emprise de la ZAC, avant, pendant et jusqu'à la réception définitive de leurs travaux.

Ce règlement de chantier à faibles nuisances est applicable à l'ensemble des chantiers suivants : démolition, construction ou réhabilitation de bâtiment sur des terrains vendus par Saremm aux acquéreurs signataires de cette charte. Il est une annexe aux promesses de vente et actes de vente signés entre Saremm et les acquéreurs de ces terrains.

Dans la suite du document, l'Aménageur ou son représentant est dénommé SAREMM. L'acquéreur d'un terrain vendu par Saremm, devenu maître d'ouvrage d'un chantier de démolition, construction et / ou réhabilitation sur ce terrain ou son représentant est dénommé le « Maître d'Ouvrage ».

Ce document est complémentaire des conventions d'occupation précaires qui peuvent être consenties pour les besoins du chantier du Maître d'Ouvrage par SAREMM sur ses emprises et qui concerne notamment les libérations d'emprises.



I. PRESCRIPTIONS COMMUNES A L'ECHELLE DE LA ZAC

1 APPLICATION ET MISE A DISPOSITION DU PRESENT REGLEMENT

D'une manière générale, le Maître d'Ouvrage doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer et faire assurer le respect des règles légales et réglementaires applicables à la réalisation de son chantier.

En complément, le Maître d'Ouvrage s'oblige à imposer le respect des dispositions du présent règlement à tous les intervenants à l'acte de construire, qui participeront directement ou indirectement à la réalisation du projet. Pour l'exercice de cette obligation, il s'oblige notamment et sans réserve à :

- **Nommer, au plus tard au commencement de la période de préparation du chantier, et pour toute sa durée, un responsable Chantier à Faibles Nuisance (CFN) chargé de l'application du présent règlement dans toutes ses dispositions.** Il sera également le correspondant de SAREMM qui doit disposer préalablement au démarrage des travaux, de ses coordonnées. Le Maître d'Ouvrage doit fournir à SAREMM, au plus tard un mois avant le démarrage des travaux, la preuve que la personne nommée en tant que responsable CFN dispose d'expérience en matière de chantiers à faibles nuisances et/ou a suivi une formation spécifique « chantiers à faibles nuisances ».
- Transmettre le présent règlement au responsable CFN et l'imposer contractuellement aux maîtres d'œuvre, coordonnateur ou pilote ou à toute personne intervenant dans l'organisation, la mise en œuvre ou la réalisation du chantier, ainsi qu'aux entreprises et fournisseurs et l'intégrer dans toutes les consultations qui seront engagées pour le choix des divers intervenants à l'acte de construire.
- Laisser le présent règlement et ses annexes à la libre disposition des intervenants dans le (ou les) bureau(x) de chantier.
- Mettre en place tous les moyens de contrôle internes nécessaires au respect des obligations du présent règlement.

2 OPTIMISATION DE L'ORGANISATION DES CHANTIERS

Afin de réduire collectivement les nuisances et en cas d'impossibilité de fonctionner sur sa propre emprise ou avec ses moyens propres, le Maître d'Ouvrage recherche avant tout la mutualisation, notamment avec les chantiers voisins. Cet objectif de mutualisation peut concerner l'ensemble des sujets : stationnement, alimentation par les réseaux, accès, matériel (type balayeuse, etc...), voirie d'accès au chantier, etc...

Par ailleurs, dans le cas de la création d'une voirie d'accès commune à différents chantiers sur des terrains appartenant à SAREMM, une convention spécifique d'utilisation avec les différents Maîtres d'ouvrage concernés par cet accès sera mise en place par SAREMM après sollicitation écrite du Maître d'ouvrage. La présente Charte s'appliquera sur cette voirie d'accès.

La mise en place et le fonctionnement d'un dispositif mutualisé sont à la charge financière des Maîtres d'Ouvrages.

Par ailleurs, si SAREMM estime qu'un dispositif de gestion collectif est plus adapté qu'un dispositif particulier à chaque Maître d'Ouvrage, ce dernier devra s'inscrire dans le cadre mis en place par SAREMM avec participation financière si besoin.



3 COMMUNICATION – INFORMATION

3.1 INFORMATION GENERALE DES RIVERAINS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

a Charte des chantiers de la Zac - Installation de dispositifs de communication

Outre le panneau réglementaire de chantier, le Maître d'Ouvrage s'oblige à afficher un panneau d'information sur les emprises de son chantier. Ce panneau devra être visible depuis la voie publique et situé à côté du panneau réglementaire.

L'implantation de panneaux de commercialisation doit être validée par SAREMM. Pour ce faire, le Maître d'Ouvrage communique à SAREMM, au minimum 1 mois avant sa mise en place, l'implantation prévisionnelle du(des) panneau(x). SAREMM dispose de 15 jours pour faire son retour écrit sur cette implantation.

Tous les panneaux installés par le Maître d'Ouvrage doivent respecter les prescriptions de SAREMM. Le Maître d'Ouvrage est tenu de fournir, d'installer et d'entretenir, à ses frais l'ensemble des panneaux relatifs à son chantier. Il a l'interdiction de disposer des bâches d'information sans validation expresse de SAREMM.

b Réunions et lettres d'information au voisinage

Ce paragraphe s'applique pour l'ensemble des chantiers à l'exception de ceux n'ayant pas de riverains à proximité pendant toute la durée du chantier et sur la base d'un avis conforme de SAREMM.

Le périmètre sur lequel le Maître d'Ouvrage doit assurer l'information aux riverains est défini en accord avec SAREMM et les services compétents des communes ou intercommunalités sur lesquelles se situe le quartier en cours d'aménagement. Le Maître d'Ouvrage s'engage à :

- Rédiger et diffuser des lettres d'information aux riverains. Ces lettres sont diffusées avant chaque grande phase du chantier ou avant des interventions ponctuelles impactant les riverains directs (fermeture de voirie, travaux de nuit, ...).
- Organiser au moins une réunion d'information à l'attention des riverains directs, avant le démarrage du chantier, afin d'expliquer son déroulement (planning, phasage, moyens mis en œuvre pour la déconstruction et construction, outils de communication, ...) et de répondre aux interrogations éventuelles. Cette réunion pourra, à la demande de SAREMM et en cas de plusieurs chantiers simultanés sur une même zone, être organisée avec d'autres Maîtres d'Ouvrage, pour éviter de multiplier les réunions avec les mêmes riverains.
- Organiser, en cas de besoin, des réunions d'information en cours de chantier. Ces réunions pourront notamment être sollicitées par SAREMM ou par les collectivités sur lesquelles se situe le quartier en cours d'aménagement, en cas de plaintes récurrentes des riverains. Dans le cas d'une sollicitation par SAREMM, le Maître d'Ouvrage dispose de 15 jours calendaires à compter de la demande écrite de SAREMM pour organiser la réunion avec les riverains.

Les lettres d'information envoyées par le Maître d'Ouvrage doivent respecter les prescriptions définies par SAREMM. Tous documents de communication doivent être soumis à la validation de SAREMM avant d'être imprimés. SAREMM dispose de 15 jours calendaires pour valider ces éléments de communication.

3.2 COMMUNICATION EXTERNE DU MAITRE D'OUVRAGE

Toute communication externe réalisée dans le cadre du chantier par le Maître d'Ouvrage doit faire l'objet d'un accord de principe et d'une validation du contenu par SAREMM, avant diffusion. SAREMM dispose de 15 jours pour émettre un avis sur le document soumis à validation par le Maître d'Ouvrage.

3.3 COMMUNICATION EXTERNE DE LA SAREMM



Le Maître d'Ouvrage envoie à SAREMM et sur demande écrite de ce dernier les informations et visuels nécessaires à la bonne compréhension de l'avancement du chantier. Ces informations permettront de renseigner le site internet et les plaquettes de SAREMM au fur et à mesure du déroulement des travaux. Les éléments de communication demandés par SAREMM doivent lui être communiqués dans un délai maximum de 15 jours calendaires suivant sa demande.

3.4 INFORMATION ET FORMATION DU PERSONNEL DE CHANTIER

Le responsable CFN doit être identifiable distinctement sur le chantier. Afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre du présent règlement, une information constante du personnel temporaire et permanent du chantier doit être mise en œuvre par le responsable CFN. Pour ce faire, ce dernier doit :

- Disposer à l'entrée du chantier, sur les lieux de passage et à proximité de la base vie des panneaux rappelant les consignes à respecter (horaires, circulation sur le chantier, ...) et les principales exigences relatives au bruit et au tri des déchets. Concernant ce dernier point, un dispositif clair de reconnaissance des bennes pour le tri des déchets doit être installé. L'ensemble des panneaux, réalisé par le responsable CFN, doit être maintenu en bon état de propreté durant toute la durée du chantier.

Les règles de la chartes « chantier à faibles nuisances » s'appliquent à l'ensemble des entreprises et du personnel présent sur le chantier.

Par ailleurs, durant le 1^{er} mois de démarrage du chantier, compte tenu des contraintes spécifiques sur les emprises de la ZAC, SAREMM ou son représentant devra être invité lors d'une réunion de chantier, en présence de l'ensemble du personnel de chantier, afin de s'assurer de la prise de possession optimale des chantiers par les entreprises.

4 MAITRISE DES EMPRISES DE CHANTIER

4.1 PLAN GENERAL DE COORDINATION

SAREMM fournit au Maître d'Ouvrage les éléments relatifs à la coordination Hygiène et Sécurité qu'il est utile ou nécessaire de porter à connaissance de son propre coordonnateur SPS au nom d'une vision générale du secteur.

Le Maître d'Ouvrage doit établir, conformément aux articles R4532 du Code du Travail et suivants, un Plan Général de Coordination (PGC) qui doit être joint à son dossier de consultation des entreprises. Afin de permettre à la SAREMM de réaliser la mission d'OPCU, le Maître d'ouvrage s'oblige à adresser à SAREMM des versions provisoires du PGC à première demande de la SAREMM. La version finale du PGC sera également transmise à SAREMM.

En complément, le Maître d'Ouvrage veillera à préparer ce document en lien avec les instances de contrôle de la sécurité des chantiers (CARSAT, Inspection du Travail, OPPBTP), en amont du dossier de consultation des entreprises.

4.2 ORGANISATION DU CHANTIER

En principe et sauf accord particulier de SAREMM que le Maître d'Ouvrage s'engage à obtenir préalablement à l'exécution des travaux, il ne peut utiliser d'autres terrains que ceux qui lui sont cédés pour : l'accès à ses chantiers, l'édification de constructions provisoires, l'aménagement des dépôts pour les engins, l'outillage et les matériaux de ses entreprises.

a Principes prévisionnels d'organisation de chantier

Le Maître d'Ouvrage doit fournir à SAREMM, pour examen et accord, au minimum 1 mois avant la consultation des entreprises, les principes d'organisation de son chantier. Ce plan doit indiquer au minimum :

- Les emprises ;
- Les accès (engins de chantier, véhicules légers, piétons), les flux prévisionnels et les itinéraires intra boulevards de provenance/départ des véhicules. Toute dérogation aux règles de circulation sera mise en avant ;
- Le besoin de puissance électrique prévisionnel en phase chantier ;
- Les modalités de protection des ouvrages présents sur le terrain vendu (arbres, patrimoine bâti, ...) ;



- Les différentes configurations prévues selon les phases (terrassements, gros œuvre, second Œuvre...).

Il doit également justifier de ses demandes de points de livraison provisoires nécessaires à son chantier.

SAREMM et son OPCU disposent de 20 jours calendaires pour émettre les remarques sur le plan transmis et transmettre les éventuelles informations de contextes complémentaires nécessaires. Ces remarques devront être prises en compte par le Maître d'Ouvrage avec l'ensemble des contraintes afférentes au chantier dans toute sa durée (contraintes liées au phasage des travaux des espaces publics aux abords, chantiers voisins en interfaces, contraintes spécifiques avec le fonctionnement existant du site, évolution des accès et des emprises, phase d'installation des preneurs des ouvrages construits...) et intégrées dans les dossiers de consultation des entreprises.

Pour une meilleure coordination notamment avec les autres chantiers voisins et pour ne pas bloquer le fonctionnement ultérieur du chantier du Maître d'Ouvrage, SAREMM pourra demander au Maître d'Ouvrage un échange au sujet des principes d'organisation du chantier avant même la production du plan décrit ci-dessus.

b PIC entreprise

Le PIC définitif établi au cours de la période de préparation du chantier est fourni par le Maître d'Ouvrage à l'OPCU ou à défaut à SAREMM au minimum 1 mois avant le démarrage des travaux.

Ce plan doit indiquer précisément l'emplacement :

- Des accès : Précisé par type (véhicules légers, engins par tonnage, piétons), les flux, fréquences et itinéraires. Toute nécessité de convoi exceptionnel sera ainsi explicitement mentionnée. En cas de superposition de flux chantier avec des flux publics, le Maître d'Ouvrage précisera les modalités de gestion de ces flux pour éviter tout accident ou conflit d'usage ;
- Les précisions éventuelles sur les modalités de protection des ouvrages présents sur le terrain vendu et sur ses abords
- Des aires de stockage, des zones de livraison ;
- Des centrales à béton ;
- Des ateliers de ferrailage, de menuiserie, de coffrage ;
- Des baraquements (bureaux, cantine, sanitaires) ;
- Des aires de stationnements pour les véhicules des entrepreneurs et des personnels de chantier, étant entendu que le stationnement sur voirie publique (ou piste éventuelle d'accès commune privée) est interdit ;
- De la clôture du chantier ;
- Les dispositifs de raccordement aux différents réseaux pendant la phase de chantier proposées par les gestionnaires de réseau ;
- Des grues avec l'encombrement de leurs éventuelles voies de roulement, leurs zones de girations possibles et de survols interdit, leurs hauteurs. Pour toutes installations de grue en interférence avec les chantiers voisins ou avec les emprises ferroviaires, les entreprises des différents Maîtres d'Ouvrage devront se concerter pour la mise en place d'un protocole de gestion d'interférence des grues définissant les conditions de travail en sécurité des grues sur-volantes et survolées ;
- De l'aire de nettoyage des roues des véhicules en sortie de chantier ;
- De l'aire de lavage des camions, incluant des bacs de décantation ;
- De l'aire de tri des déchets ;
- Des puissances électriques demandées à UEM.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage remplit et fournit à SAREMM une fiche de renseignement sur le chantier qui récapitule les coordonnées et calendrier du chantier.

Les installations de chantiers mises en œuvre par les entrepreneurs du Maître d'Ouvrage ne doivent pas empêcher l'écoulement des eaux de surface.

SAREMM via son OPCU, le cas échéant, dispose de 15 jours calendaires pour émettre un avis sur un plan d'installation de chantier à compter de sa réception.



Toute modification majeure du plan d'installation de chantier en cours de travaux doit faire l'objet d'une validation écrite de SAREMM, au même titre que le plan d'installation de chantier initial. Le plan d'installation de chantier en vigueur et les versions antérieures sont toutes rassemblées et conservées dans le dossier « Chantier à faibles nuisances ».

c Forme des fichiers des PIC

Pour la réalisation de ces plans d'installation, le Maître d'Ouvrage utilise le fond de plan topographique de la zone au format DWG, au besoin le Maître d'ouvrage pourra faire une demande à la SAREMM ou son OPCU pour récupérer les fonds de plan. Le géo-référencement permet à la SAREMM, si besoin, de procéder à une juxtaposition des différents plans d'installations de chantier et de disposer ainsi d'une vision d'ensemble. Par ailleurs, au sein du fichier DWG, le Maître d'Ouvrage doit créer au minimum un calque pour chacun des éléments suivants : emprise chantier, clôture, extensions/retraits, accès engins, accès VL, accès piétons, aires de stationnement, tour/grue, base vie, raccordement réseaux, ateliers, aires stockages.

d Gestion des emprises voisines au chantier

Dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage souhaiterait utiliser, pour les besoins de son chantier, un terrain appartenant à SAREMM, une **Convention d'Occupation Précaire** sera établie avant les travaux d'installation de chantier entre le Maître d'Ouvrage et SAREMM afin de fixer précisément les conditions d'utilisation et de restitution de cette surface.

Dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage souhaiterait utiliser une partie d'emprise publique pour son installation de chantier, le Maître d'Ouvrage ne pourra faire ses demandes réglementaires auprès des collectivités concernées qu'avec l'accord écrit de SAREMM.

e Clôture de chantier

Le Maître d'Ouvrage doit clôturer son chantier conformément au plan d'installation de chantier qui aura été validé par SAREMM. **Ces clôtures seront de type HERAS de 2 mètres de haut, mise en place en limite de propriété avec double liaisonnement et jambes de force.** Le Maître d'Ouvrage veillera tout particulièrement à ce que les clôtures installées jouent toujours leur rôle de séparation continue avec les espaces voisins et soient entretenues et fermées.

Pour les projets ou quartiers que SAREMM jugera particulièrement important de soigner en fonction du contexte, ces clôtures pourront, sur demande de SAREMM, respecter des prescriptions spécifiques (notamment être opaques et/ou en bois) et suivre une charte graphique définie par SAREMM. SAREMM pourra, sur certains projets, y compris sur un terrain cédé, demander au Maître d'Ouvrage à ce qu'une partie de la valorisation des espaces linéaires créés lui reviennent, notamment pour communiquer sur le quartier en cours de création et ses atouts.

4.3 PLANNING PREVISIONNEL DE REALISATION DES TRAVAUX

Le Maître d'Ouvrage s'engage à remettre à SAREMM via son OPCU, le cas échéant, au cours de la période de préparation de chantier, un planning prévisionnel de réalisation de ses travaux. Ce planning général doit présenter les principales tâches du chantier, avec, pour chacune, les effectifs de personnel associés ainsi que les contraintes logistiques (acheminement de convoi exceptionnel, livraison particulières nécessitant un grand nombre de rotation, ...). Une attention particulière sera apportée aux phases de co-activité avec les travaux de SAREMM.

Ce planning sera mis à jour et transmis à SAREMM via son OPCU, le cas échéant, au moins une fois par mois en prévision de la réunion OPCU, ou lorsque des modifications importantes sont envisagées. Le planning en vigueur et les versions antérieures sont toutes rassemblées et conservées dans le dossier « Chantier à faibles nuisances ».

4.4 ETAT DES LIEUX PAR UN CONSTAT D'HUISSIER

Les états des lieux décrits ci-dessous sont réalisés lorsque le Maître d'Ouvrage n'a pas conclu de Convention d'Occupation Précaire (COP) avec SAREMM. En effet, si une COP a été établie entre la SAREMM et le Maître d'Ouvrage, les états des



lieux réalisés sont ceux décrits dans la COP, avec un complément relevant du présent règlement et concernant les alentours immédiats du terrain mis à disposition.

a Avant la prise de possession du terrain

Il est procédé, en présence des représentants de SAREMM et du Maître d'Ouvrage, avant prise de possession du terrain, au constat de l'état des lieux de manière contradictoire. Cet état des lieux est réalisé par un huissier à la charge financière du Maître d'Ouvrage. Il est notamment constaté sur place :

- L'état de l'ensemble des réseaux présents (eau, gaz, électricité, éclairage, télécommunication, ...) et plus spécifiquement des accessoires liés à leur fonctionnement (armoires, candélabres, regards, ...) qui jouxte le site du chantier. A défaut d'élément de test notamment sur les réseaux d'assainissement, ils seront considérés comme étant en parfait état. Les éléments de protection à mettre en œuvre sur les réseaux ou équipements de réseaux sont définis ;
- L'état visuel de la chaussée qui jouxte le site de chantier ;
- Les éventuels éléments (arbres, ...) isolés à protéger ;
- L'état du terrain mis à la disposition du Maître d'Ouvrage ainsi que l'état des limites du terrain. La présence éventuelle de stocks de matériaux ou de pavés ou autres sera mentionnée ;
- L'état de la signalisation (horizontale et verticale) aux alentours de la future zone de chantier du Maître d'Ouvrage ;
- L'état des trottoirs et notamment des bordures aux alentours de la future zone de chantier du Maître d'Ouvrage ;
- L'état du mobilier urbain qui jouxte le site de chantier (candélabres, bancs, ...).

SAREMM est destinataire du constat établi par l'huissier. Ce constat est conservé dans le dossier « Chantier à Faibles Nuisances ».

De manière indépendante et dans le cas plus particulier de mitoyenneté du chantier avec du bâti existant, le Maître d'Ouvrage réalisera à sa convenance et à sa charge un (des) référé(s) préventifs.

b A l'achèvement des travaux

A la fin des travaux réalisés par le Maître d'Ouvrage, il sera procédé, à l'initiative du Maître d'Ouvrage, à un constat d'huissier contradictoire en présence notamment du Maître d'Ouvrage et de SAREMM.

Ce constat balaiera les points cités à l'article ci-dessus. **Le Maître d'Ouvrage doit, en complément, réaliser, à la fin de son chantier, un passage caméra dans les réseaux d'assainissement utilisés pour le chantier ou situés à proximité de circulation d'engins du chantier et un mandrinage dans les réseaux secs en attente aux abords des emprises du chantier, ainsi que l'ensemble des points de contrôle fournis par les concessionnaires justifiant de la conformité des branchements réalisés (essai de pression, essai à la plaque, essai pénétré, photos des fouilles/ des remblais, etc...).**

En cas de divergences entre l'état des lieux avant prise de possession du terrain et l'état des lieux à l'achèvement des travaux, le Maître d'Ouvrage s'engage à remettre les infrastructures concernées en état sous un délai de 30 jours calendaires. Sans cela, les dispositions prévues au paragraphe 3 seront appliquées.

4.5 PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES

Il est expressément fait défense de nuire aux chaussées et à leurs dépendances, notamment les réseaux qui s'y trouvent, ou de compromettre la sécurité ou la commodité de la circulation sur les voies bordant les lots (publiques ou domaine privé de SAREMM), notamment :

- d'y faire circuler des catégories de véhicules ou engins de chantier dont l'usage n'est pas autorisé par le Code de la route, interdit par arrêté du Maire ou non prévu par les dispositions du PIC validé par SAREMM. Toutes



circulations sur les voies se feront par engins à pneus, l'utilisation d'engins à chenilles étant formellement interdite. Aucune circulation n'est autorisée sur les trottoirs et futurs trottoirs. Des essais à la plaque seront réalisés par le Maître d'ouvrage pour justifier la non dégradation des voiries.

- de circuler sur des voiries en cours de finition ou en cours de séchage, sauf autorisation expresse de SAREMM après accord sur des dispositifs de protection ;
- de détériorer les talus, accotements, fossés, noues ainsi que les marques indicatives de leurs limites. En cas de franchissement de bordures et caniveaux, des dispositifs de protection (madriers, Autres) à la charge du Maître d'Ouvrage assureront la protection de ceux-ci ;
- de rejeter sur les voies publiques et leurs dépendances des eaux insalubres ou susceptibles de causer des dégradations, d'entraver l'écoulement des eaux de pluie, de gêner la circulation ou de nuire à la sécurité publique ;
- de dégrader des appareils de signalisation (verticale et horizontale) ainsi que leurs supports, les plantations, les ouvrages d'art ou leurs dépendances, les revêtements de trottoirs et chaussées et, d'une façon générale, tout ouvrage ou mobilier situés dans les emprises de ces voies publiques ;

En cas de constat de dégradation par SAREMM sans pouvoir identifier l'auteur de celle-ci, la remise en état sera mis à la charge de l'ensemble des promoteurs du domaine concerné au prorata du nombre de promoteurs en présence.

- de déposer sur les voies publiques des objets ou produits susceptibles de les dégrader (produits pétroliers et leurs dérivés, béton,...) et de porter atteinte à la sécurité de la circulation (amas de terre, pierres,...) et d'une manière générale, de se livrer à tout acte pouvant porter atteinte à l'intégrité des voies publiques et des ouvrages qu'elles comportent, à en modifier l'assiette ou à y occasionner des détériorations. Les gravats nécessaires à la réalisation de l'opération par le Maître d'Ouvrage ne pourront pas être stockés hors de l'emprise du chantier et sur le périmètre de la Zac sauf accord écrit de SAREMM. **Il est fait obligation aux utilisateurs de nettoyer les roues des véhicules avant leur sortie des chantiers. Le Maître d'Ouvrage doit imposer à ses entreprises tous moyens qui favorisent le maintien de la propreté des voies publiques à la sortie du chantier.** En cas de constat de salissure sans pouvoir identifier l'auteur de celle-ci, la remise en état sera mis à la charge de l'ensemble des promoteurs du domaine concerné au prorata du nombre de promoteurs en présence.
- de procéder à des coupures intempestives des réseaux, qui ne sont acceptables ni pour les chantiers, ni pour les riverains du site. Le Maître d'Ouvrage doit tout mettre en œuvre pour éviter ces perturbations. Les coupures programmées devront faire l'objet d'une pré-information auprès des usagers. Nonobstant les autorisations à obtenir des concessionnaires et de la SAREMM si le réseau n'est pas encore remis en gestion, l'utilisation des réseaux en place ne peut être autorisée que pour les eaux claires et limpides, exemptes de tous produits étrangers en particulier laitance de ciment, boue, ...

4.6 TRAVAUX DU MAITRE D'OUVRAGE SOUMIS A AUTORISATION PREALABLE

Le Maître d'Ouvrage ne peut, sans autorisation préalable de SAREMM ou des services municipaux ou intercommunaux compétents, faire des travaux hors de son emprise chantier définie sur le plan d'installation de chantier, notamment :

- Ouvrir des fouilles ou tranchées, en enlever de la terre, du gravier, du sable ou autres matériaux, y installer des canalisations, y faire des dépôts de quelque nature que ce soit ;
- Réaliser des travaux de talutages ;
- Réaliser des travaux de parois type parisiennes ou berlinoises ;
- Etablir des accès non mentionnés au plan d'installation de chantier ;
- Se brancher sur les canalisations d'amenée d'eau, de gaz, d'électricité... sauf aux points de raccordement définis d'un commun accord ;



Les demandes concernant les travaux ci-dessus et qui seront exécutés en cours de chantier, doivent être faites au moins 4 semaines avant la date prévue pour leur exécution. Les demandes sont présentées sur papier libre par le Maître d'Ouvrage. Elles sont remises à SAREMM et au service communal ou intercommunal compétent qui en assure l'instruction. Ces demandes contiennent au minimum les éléments suivants:

- L'indication exacte du nom ou de la raison sociale du Maître d'Ouvrage et de son représentant ;
- La désignation précise du lot auquel les travaux se rapportent ;
- La description exacte des travaux envisagés ;
- Les plans d'exécution des travaux envisagés.

SAREMM dispose de 15 jours calendaires, à compter de la date de réception des demandes, pour répondre sur les différents éléments transmis par le Maître d'Ouvrage. Les décisions portant autorisations ou refus sont notifiées au Maître d'Ouvrage par courrier ou mail.

Dans le cadre de sa réponse, la société SAREMM ou le service communal ou intercommunal compétent peut accepter les demandes du Maître d'Ouvrage avec des réserves. Le Maître d'Ouvrage s'engage à mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour lever ces réserves.

Pour cause d'intérêt général, les avis formulés par SAREMM ou par le service communal ou intercommunal compétent pourront être modifiés à tout moment du chantier. Le Maître d'Ouvrage est tenu de se conformer aux modifications alors exprimées.

5 MAITRISE DES NUISANCES DE CHANTIER

5.1 TYPE DE MATERIEL

Le matériel de chantier doit respecter la réglementation en vigueur qui présente les engins en fonction de leur niveau sonore. En cas d'utilisation d'un engin, dont la mise sur le marché est antérieure à l'entrée en vigueur de cette réglementation et qui ne satisfait pas aux nouvelles exigences, le responsable CFN doit avertir SAREMM en précisant la période et la durée d'utilisation.

En complément, toutes les dispositions nécessaires pour limiter les sources de pollution atmosphérique doivent être mises en œuvre par les entreprises du Maître d'Ouvrage. Concernant les engins de chantier, il doit veiller :

- A l'entretien du parc matériel ;
- A l'utilisation d'engins de nouvelle génération ;
- Au contrôle des contrats d'homologation, des dates de contrôle technique et des plannings de maintenance ;
- Au respect de la réglementation en vigueur notamment des normes d'émissions atmosphériques pour les engins de chantier.

Les fiches matérielles des engins de chantier présents sur le site doivent être disponibles dans le dossier « Chantier à Faibles Nuisances ». Ces fiches matérielles doivent permettre de vérifier la conformité du matériel avec la réglementation en vigueur. Chaque semaine, le responsable CFN doit s'assurer que tous les matériels ou engins de chantier utilisés soient bien répertoriés dans le dossier CFN.

5.2 REDUCTION DES NUISANCES SONORES

Les 3 paragraphes suivants s'appliquent pour l'ensemble des chantiers à l'exception de ceux n'ayant pas de riverains à proximité immédiate pendant toute la durée du chantier, et après avis conforme et exprès de SAREMM.

a Information des usagers



En cas d'utilisation d'un engin, dont la mise sur le marché est antérieure à l'entrée en vigueur de cette réglementation et qui ne satisfait pas aux nouvelles exigences, le responsable CFN doit avertir SAREMM et les riverains par lettre d'information en précisant la date, l'heure et la durée de l'utilisation.

Distance à la source émettrice (m)	5	10	15	20	25
Puissance sonore limite émise en Db (A)	100	106	109	112	114

b Limitation des niveaux acoustiques

Le Maître d'Ouvrage doit procéder à la mesure de l'état initial du niveau de bruit. Pour ce faire sont installés un minimum de 2 sonomètres pendant 15 jours avant le démarrage du chantier. Cela permettra de définir contradictoirement le niveau de bruit ambiant. L'implantation des sonomètres pourra être fixée par SAREMM.

En phase de préparation du chantier avec les entreprises, le Maître d'Ouvrage doit évaluer le niveau sonore des engins. Il effectue ensuite un suivi continu journalier des mesures sonores

Le niveau acoustique maximum en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) est de 80Db (A), ce qui correspond, pour différentes distances de source, à des niveaux de puissance sonore limite de source de :

c Respect des plages horaires de travaux

Il n'est pas prévu d'intervention du Maître d'Ouvrage hors des plages horaires définies par le « règlement municipal de police administrative » de la commune concernant par les travaux. **Dans des cas exceptionnels dûment justifiés, après accord préalable, expresse et écrits de SAREMM, le Maître d'Ouvrage a l'obligation de demander l'autorisation pour réaliser des interventions en dehors de ces horaires auprès de la commune concernée.**

5.3 SENSIBILISATION DU PERSONNEL

Le Maître d'Ouvrage s'engage à sensibiliser le personnel de chantier sur la question du bruit. Il portera une attention particulière :

- Au port des protections individuelles adaptées, surtout pour le personnel travaillant en poste fixe ;
- Aux comportements individuels inutilement bruyant (laisser un moteur tourner, ne pas utiliser de talkie-walkie entre grutier et personne au sol, ...).

5.4 PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'AIR

a Brûlage des déchets

L'élimination des déchets par brûlage est interdite sur le chantier.

b Poussières

Toutes les dispositions nécessaires pour limiter les sources de poussières doivent être mises en œuvre par les entreprises du maître d'ouvrage et notamment :

- Nettoyage régulier des voiries alentours et du chantier. L'ensemble des bons de passage de la balayeuse seront conservés dans le dossier « Chantier à Faibles Nuisances » ;



- Asperion des sols poussiéreux ou collecte dans la benne de déchets inertes.

5.5 REDUCTION DES NUISANCES VISUELLES, PROPRETE

Le chantier et ses abords doivent être en parfait état de propreté. Le Constat d'huissier contradictoire décrit au paragraphe 4.4, servira de référence à la bonne tenue du chantier.

La pollution visuelle d'un site est liée à la dégradation des abords (salissures sur la voirie, mobilier urbain dégradé, arbres cassés ou meurtris, etc.), à l'absence ou au mauvais entretien des clôtures, à la dispersion de déchets à l'intérieur et à l'extérieur du chantier. Les installations de chantier (baraquements, clôtures, ...) doivent être entretenus régulièrement, les matériaux et matériels entreposés correctement, les lignes d'alimentation de chantier aérienne parfaitement entretenue.

Le constat de la dégradation des abords est fait par SAREMM sur simple rapport photographique ou retour des riverains et usagers, ou sur constat d'huissier en cas de contestation.

Il est imposé au Maître d'Ouvrage la mise en place des éléments suivants :

- Clôtures autour du chantier, conformément au plan d'installation de chantier qui aura été validé par SAREMM.
- Dispositif de nettoyage des roues des véhicules aménagé en sortie du chantier pour éviter les salissures sur la voirie publique.
- Installation de lavage des camions incluant bac de décantation des eaux boueuses ou souillées.

5.6 GESTION DES EAUX

Concernant la consommation d'eau de son chantier, le Maître d'Ouvrage doit veiller à utiliser les volumes d'eau strictement nécessaires et à éviter les gaspillages (fuite du branchement de chantier, ...). Un compteur devra être mis en place et relevé au minimum tous les trimestres. Cette information sera recueillie lors de la séance de bilan décrite au paragraphe 1.E du présent règlement et permettra d'alimenter une banque de données chantier, à l'échelle de la Zac.

Une aire pour le rinçage du matériel doit être délimitée. Sur le chantier doivent être mis en place des bacs de rétention pour récupérer les eaux de lavage du matériel et des engins de chantier. En effet, ces eaux de lavage ne peuvent être rejetées directement dans le milieu naturel ou dans les réseaux publics.

Des installations fixes de récupération des eaux de lavage des bennes à béton seront mises en place. Après une nuit de sédimentation, chaque matin, l'eau claire sera rejetée et le dépôt béton extrait des cuves de décantation jeté dans la benne à gravats inertes.

Sur les zones de stationnement ou de circulation, les pollutions diffuses doivent être évitées par la mise en place de débourbeur séparateur d'hydrocarbure pour toutes les eaux de ruissellement provenant de ces zones avant rejet dans le milieu naturel. Le cas échéant, ces eaux doivent être stockées sous un local couvert et la vidange ainsi que le traitement, de ces eaux, sont confiés à un prestataire spécialisé.

Les eaux de ruissellement du chantier doivent être drainées vers un bassin de décantation avant rejet dans le milieu naturel. Les ouvrages de détournement et décantation doivent être suffisamment dimensionnés pour éviter les débordements et prendre en compte les contraintes du chantier. Ces bassins doivent être curés régulièrement à l'aide d'engins de chantier.

Concernant l'huile de décoffrage, utiliser de l'huile végétale et limiter au strict nécessaire les quantités utilisées.

Enfin, un kit d'intervention de dépollution (90 L minimum) devra être présent dans au moins un véhicule ou dans un local identifié à proximité, accessible à tout moment et par tout le personnel du chantier.



5.7 PROTECTION DES ARBRES CONSERVES

Pour rappel, les prescriptions décrites le cas échéant dans la charte de l'arbre de la commune, dont dépend le chantier, sont à respecter, afin d'éviter les dégradations, des arbres publics et de conserver les arbres, sur la zone de chantier.

5.8 GESTION DES DECHETS

a Généralités

D'une manière générale les prescriptions suivantes concernant les déchets sont obligatoires :

- Ne pas enfouir ou utiliser en remblais les déchets banals et dangereux ;
- Débarrasser le site de tous les déchets qui auraient pu être emportés par le vent ou qui auraient pu être oubliés sur place ;
- Mettre en place des poubelles et bennes sur le site du chantier, adaptées aux besoins et à l'avancement du chantier ;
- Bâcher les bennes contenant des déchets fins ou pulvérulents ;
- Ne pas brûler de déchets sur site ;
- Interdiction du rejet de produits et en particuliers des huiles, lubrifiants, détergents, peintures solvants....

b Objectif de valorisation

L'objectif de valorisation (matière + énergie) à atteindre sur l'ensemble du chantier est de 70%, en préfiguration de la future réglementation.

Le Maître d'Ouvrage doit prévoir auprès de sa maîtrise d'œuvre (architecte, OPC, SPS) une mission sur la collecte et le récolement des bordereaux de suivi des déchets ainsi qu'une mission de vérification de l'atteinte des objectifs de valorisation. Le Maître d'Ouvrage doit pouvoir justifier à SAREMM que ces missions ont bien été intégrées dans les différents contrats.

Le responsable CFN est chargé de rassembler ces bordereaux de suivi des déchets et de les conserver dans le dossier « Chantier à Faibles Nuisances » décrit au paragraphe II.1.a. Ils permettront de vérifier, en fin de chantier, le respect du taux de valorisation global du chantier.

c Etablissement d'un SOGED chantier

Chaque entreprise doit remettre au Maître d'Ouvrage un SOGED (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets) contenant à minima :

- Une évaluation de la quantité des déchets produits par nature (à minima selon les familles suivantes : déchets inertes, déchets non dangereux non inertes, déchets dangereux) qui seront produit sur chantier ;
- Les moyens (humains, matériels, méthodologiques) que l'entreprise prévoit de mettre en place afin d'assurer une qualité de tri suffisante. Notamment, il sera décrit la signalétique associée à la zone de tri du chantier ;
- Le cas échéant, ce que chaque entreprise propose afin de prévenir la production des déchets. Notamment, la description, d'au minimum un moyen mis en place sur le chantier pour limiter les déchets à la source (ex : consignation des palettes, ...).

Le Maître d'Ouvrage demande à l'entreprise en charge de la gestion des déchets de mettre en place, d'après son expérience, un tri permettant d'atteindre le taux de valorisation fixé au paragraphe ci-dessus. Il devra justifier son approche, en s'appuyant notamment sur le taux de valorisation de ses prestataires déchets. Ces éléments seront retranscrits dans le SOGED du chantier. Devra apparaître aussi un plan détaillé de la zone de tri des déchets par phase si cette zone n'est pas la même durant toute la vie du chantier. Le SOGED du chantier est remis à SAREMM avec le Plan d'Installation de Chantier au minimum 1 mois avant le démarrage du chantier. La SAREMM fait un retour sur le document sous un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception du document. Le SOGED chantier est conservé dans le dossier « Chantier à Faibles Nuisances ».



d Gestion de la pollution et des terres excavées

Compte tenu de la qualité des sols, certains terrains sont soumis à une obligation de traçabilité en matière de traitement environnemental des sols au sein des emprises des Zac. Le Maître d'Ouvrage remet, après l'exécution de ses travaux, un rapport ayant pour objet le traitement de la pollution au sein du chantier.

Ce rapport, réalisé par un bureau d'étude indépendant de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, relatera la méthodologie utilisée, les travaux effectués et détaillera les pollutions résiduelles (notamment leurs géométries et leur localisation, leurs caractéristiques, leurs teneurs etc.) et formalisera les éventuelles restrictions d'usages associées.

Le Maître d'Ouvrage assurera la traçabilité des flux des terres excavées (notamment les exutoires utilisés, les volumes de déchets par type d'installation de stockage au travers des bordereaux de suivi de déchets ou équivalents). Ces éléments devront être transmis à première demande.

5.9 ACCESSIBILITE AU SITE

a Voie publique

La circulation de camions ou engins de chantier et l'augmentation ponctuelle du trafic peuvent constituer une gêne pour les riverains. Le Maître d'Ouvrage s'engage à ne générer aucune nuisance liée à l'encombrement, au stationnement et à la sécurité, particulièrement aux heures d'affluence.

Il est précisé ici que les itinéraires de circulation sur le domaine public des véhicules desservant le chantier seront fixés par le service compétent de la commune ou de l'intercommunalité. Ces itinéraires doivent être imposés par le Maître d'Ouvrage à ses entrepreneurs.

b Sécurité du site

Le Maître d'Ouvrage doit prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité des usagers et des tiers sur le site. Les avis d'interdiction de pénétrer sur le chantier et de danger doivent être apparents. L'éventuel gardiennage du site est à la charge du Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage prend toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre une signalétique claire sur son chantier. Ainsi, les panneaux de circulation, les aires de livraison, stockage, type de déchets sont clairement apparents et identifiables.

c Stationnement des véhicules du personnel

Compte tenu de l'exiguïté des surfaces disponibles pour l'organisation des chantiers et la quasi absence de disponibilité de place de stationnement dans l'espace public, le Maître d'Ouvrage doit inciter, dans la mesure du possible, à l'utilisation des transports en commun ou modes doux (marche à pied, vélos) pour rejoindre le site du chantier.

Le stationnement des véhicules du personnel s'effectue sur les aires prévues à cet effet dans l'enceinte du chantier, afin de ne produire aucune gêne ou nuisance sur les voies publiques alentours. Si l'emprise du chantier n'offre pas les disponibilités suffisantes pour le stationnement des véhicules des personnels intervenants sur le chantier, il appartient au Maître d'Ouvrage de prendre toutes les mesures nécessaires pour organiser le stationnement sans que celui-ci procure des nuisances auprès des riverains. Le Maître d'Ouvrage informe SAREMM des mesures prises pour le stationnement, préalablement à l'ouverture de son chantier.

5.10 SOUS-TRAITANCE



Dans l'optique d'améliorer la qualité des constructions, des dispositions visant à éviter le « tâcheronnage » sont instituées sur les opérations conduites en lien avec SAREMM. Ces dispositions prennent la forme d'une interdiction du recours à la sous-traitance au-delà du rang 2 par les entreprises de construction, ce principe pouvant faire l'objet d'exceptions ponctuelles.

Le porteur de projet a aussi l'obligation de mettre en place des pénalités financières à son profit vis-à-vis des entreprises en charge des travaux en cas de recours à des sous-traitants au-delà du rang 2 sans accord préalable de SAREMM.

II. APPLICATION DES DISPOSITIONS DU REGLEMENT

1 Suivi de chantier

a Dossier « chantier à faible nuisances »

Le responsable CFN tient à jour le dossier « Chantier à Faibles Nuisances ». Sont consignés dans ce document l'ensemble des éléments mentionnés dans le présent règlement ainsi que les comptes rendus des réunions décrites ci-dessous. Ce dossier doit être consultable à tout moment par SAREMM sur simple demande au responsable CFN. Le dossier à jour est conservé dans le (les) bureau(x) de chantier.

Une fiche de suivi accompagne ce dossier et fait la liste exhaustive des pièces du dossier et des dates d'intégration au dossier. Ce dossier doit être mis à jour au minimum toutes les semaines par le responsable CFN.

b Première visite de chantier par SAREMM

Le Maître d'Ouvrage organise une visite du chantier avec SAREMM, une fois l'installation de chantier réalisée. C'est au cours de cette visite qu'une fiche « Démarrage du chantier » est remplie. Est vérifié notamment la conformité des installations avec le PIC validé ainsi que les protections mises en œuvre : protection des arbres, des réseaux, du mobilier.

c Visite semestrielle

Une visite par semestre, au moins, est programmée par le Maître d'Ouvrage. Ces visites correspondent aux grandes étapes de la construction du projet. Le responsable CFN et SAREMM seront présents, ainsi que toutes autres personnes intéressées. Des visites supplémentaires pourront être demandées par SAREMM en tant que de besoin. Le Maître d'ouvrage est chargé des convocations de cette réunion.

Les éventuelles remarques formulées par SAREMM sont inscrites dans le compte-rendu de visite rédigé par le responsable CFN et conservé dans le dossier « Chantier à Faibles Nuisances ». De plus, si au cours de ces visites des manquements aux prescriptions du présent règlement sont constatés, la SAREMM applique les prescriptions du paragraphe II.2.b suivant.

d Réunion inter-chantiers

Le Maître d'Ouvrage assiste aux comités de suivi des chantiers OPCU organisés par SAREMM. Ces réunions qui se tiendront tous les mois auront pour objectif de rassembler l'ensemble des maîtres d'ouvrage sur une zone et de faire le point sur les chantiers en cours et à venir. En fonction des besoins sur la zone, ces réunions pourront être plus fréquentes. Le responsable CFN doit être présent à ces réunions.



e Bilan de fin de chantier

Une séance de travail entre le responsable CFN et SAREMM est organisée dans le mois suivant la fin des travaux. Au cours de cette réunion est remise à SAREMM la déclaration d'achèvement des travaux. Cette réunion permet par ailleurs de faire un bilan de l'application du présent règlement et de recueillir les informations spécifiques suivantes :

- Taux de valorisation des déchets du chantier ;
- Constat d'huissier d'état de sortie ;
- PV des essais justifiant de la conservation des espaces publics ; ainsi que l'ensemble des points de contrôle fournis par les concessionnaires justifiant de la conformité des branchements réalisés (essai de pression, essai à la plaque...).
- Consommation en eau et en électricité à titre d'information uniquement, pour alimenter une banque de données de chantier sur la Zac ;
- Difficultés rencontrées dans l'application du règlement ;
- ...

La libération totale ou partielle du dépôt de garantie défini au paragraphe 3 ne pourra pas être effectuée si le bilan de chantier n'a pas été réalisé. Par ailleurs, c'est lors de ce bilan de fin de chantier que certaines exonérations de pénalités pourront être accordées.

2 Contrôle des prescriptions et manquements

a Contrôle de l'application des prescriptions

SAREMM ou son représentant désigné peut exercer tout contrôle relatif au respect des obligations et prescriptions imposées par le présent règlement. Ces contrôles peuvent s'effectuer à tout moment, sur tout ou partie des sujets abordés dans le présent règlement.

b Constatation des manquements aux prescriptions

Si SAREMM ou l'OPCU, le cas échéant, constate un manquement dans l'application de l'une des obligations ou prescriptions du règlement, elle en avise le responsable CFN par correspondance électronique.

Cette correspondance rend compte de la date de constat du manquement, de sa nature en référence aux articles du présent règlement (appuyée le cas échéant de photos prises sur le site), des délais de mise en place des actions correctives et/ou préventives à charge du Maître d'Ouvrage. En règle générale, le Maître d'Ouvrage dispose de 2 jours ouvrables pour formuler ses observations, toutefois la correspondance électronique pourra définir un délai spécifique en fonction de la nature du manquement. A défaut, le manquement est constaté et considéré comme accepté.

c Clôture du manquement

Le manquement sera considéré comme clôturé :

- Soit lorsque le manquement sera constaté soldé par le responsable CFN ou SAREMM ;
- Soit lorsque le Maître d'Ouvrage apportera preuve au responsable CFN ou à SAREMM que le manquement est soldé.

3 Pénalités

Les pénalités sont définies dans le tableau ci-dessous.



A travers sa mission OPCU, SAREMM délivrera des pénalités qui seront retirées du dépôt de garantie défini dans la promesse de vente et l'acte de vente. Par simple courrier recommandé, SAREMM attribuera des pénalités selon le tableau ci-dessous. Les services communaux et intercommunaux, les doléances des riverains ou usagers du domaine public seront entendu par l'OPCU ou SAREMM qui se chargera après constatation (photos, vidéos, constats visuels...) d'établir des pénalités qui seront signifiés au Maître d'ouvrage par courriel ou courrier. **Si une même pénalité est amenée à être appliquée deux fois, son montant est doublé à la seconde application. Si elle doit être appliquée trois fois, son montant est triplé...**

Les pénalités seront mises en œuvre sauf impossibilité due à une cause découlant d'un cas de force majeure.

Dans le cas où un manquement n'aura pas été clôturé dans les conditions sus mentionnées et malgré l'application répétée de pénalités, SAREMM, après mise en demeure adressé au Maître d'Ouvrage par courrier recommandé avec A.R. restée infructueuse dans le délai fixé par cette dernière, pourra prendre les mesures nécessaires pour remédier auxdits dysfonctionnements, en sus des pénalités, aux frais et charges exclusifs du Maître d'Ouvrage, faire exécuter en régie toutes les actions nécessaires afin de remédier au dit manquement.

Écart constaté	Pénalités	Modalités d'application des pénalités	Sanctions
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier	380€ HT	Par infraction Constatée et par jour calendaire	
Non-respect des horaires (travaux, livraisons...)	130€ HT	Par infraction constatée	Refus d'accès au site
Non-respect des niveaux sonores maximaux réglementaires autorisés des engins et machines	100€ HT	Par jour calendaire	

En cas de non-respect de la réglementation sur les émissions sonores des engins, SAREMM peut ordonner l'arrêt immédiat jusqu'à la mise en conformité des appareils en cause. Attention, cette mesure n'exclut pas la mise en jeu de sanctions pénales prévues au titre de la répression contre le bruit.

Écart constaté	Pénalités	Modalités d'application des pénalités	Sanctions
Refus d'obtempérer de l'Acquéreur (MOA) à la demande de SAREMM pour la réduction des niveaux de poussière.	500€ HT	Par jour calendaire	
Dépôts sauvages ou enfouissement des déchets ou brûlis de chantier	150 € HT	Par jour calendaire et infraction constatée	
Non fourniture des bennes nécessaires par le tri des déchets	150€ HT/jour	Par jour calendaire et infraction constatée	
Non fourniture des bordereaux de suivi des déchets de chantier mensuellement	150 € HT/mois	Par jour calendaire et infraction constatée	



Écart constaté	Pénalités	Modalités d'application des pénalités	Sanctions
Non nettoyage du chantier, de ses abords et des accès (PL/VL/P)	1 000€ HT	À chaque constatation	Le nettoyage par un prestataire extérieur sera facturé à l'entreprise fautive si elle est identifiée, ou aux entreprises solidairement responsables.
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (Plans d'Installation de Chantier, plannings de livraisons, etc...)	130€ HT	Par document et par jour calendaire de retard	
Stationnement gênant ou encombrement des voiries ou cheminements prolongés dans la ZAC,	500€ HT	Par infraction constatée	Refus d'accès au site
Entrave à l'écoulement des eaux de pluie	100€ HT	Par jour calendaire	Facturation de l'intervention nécessaire pour la remise en état de l'écoulement
Non-respect des recommandations du responsable CFN / SAREMM relatives à la sécurité des piétons et des véhicules sur site (limitation de vitesse etc.)	150€ HT	Par infraction constatée	Refus d'accès au site
Non réponse écrite à une remarque réalisée par SAREMM, au cours de l'une de ses visites	150€ HT	Par jour calendaire	
Non-communication de la charte de chantier à faibles nuisances aux divers intervenants sur le chantier	150 € HT	Par manquement constaté	
Non transmission des demandes d'accès pour livraison	130€ HT	Par infraction constatée	Refus d'accès au site
Non-respect du plan de circulation	100 € HT	Par nouvelle infraction	
Arbre blessé (tronc, racine, couronne) par blessure	1 500 € HT	Par infraction constatée	
Entrave à la circulation des piétons et des flux extérieurs aux abords du site	380€ HT	Par infraction Constatée et par jour calendaire	Refus d'accès au site
Non transmission des demandes de circulation des convois exceptionnels	130€ HT	Par infraction constatée	Refus d'accès au site
Défaut de nettoyage et décroûtage des engins avant sortie du chantier	200€ HT	Par infraction constatée	Par infraction et par jour calendaire



4 Suspension du chantier

En cas de manquement aux règles légales et réglementaires applicables à la réalisation de son chantier, notamment en matière d'hygiène, de sécurité et de droit du travail, SAREMM contactera les autorités compétentes pour prononcer un arrêté de suspension du chantier jusqu'à résolution du problème.